

Évolutions monétaires à Mayotte au 31 décembre 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et en dépit du vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accélérer en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, ces projections demeurent teintées d'incertitude en lien avec un manque de visibilité sur l'orientation à venir de la politique économique américaine.

S'agissant plus spécifiquement de la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,4 % au trimestre précédent), selon Eurostat. Le chômage en zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation, en glissement annuel, a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 9 mars 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé « *que nous poursuivrons nos achats au titre du programme d'achats d'actifs (asset purchase programme, APP) au rythme mensuel actuel de 80 milliards d'euros jusqu'à la fin du mois et, d'autre part, qu'à partir d'avril 2017, nos achats nets d'actifs devraient continuer à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusque fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif* ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 % au trimestre précédent) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015).

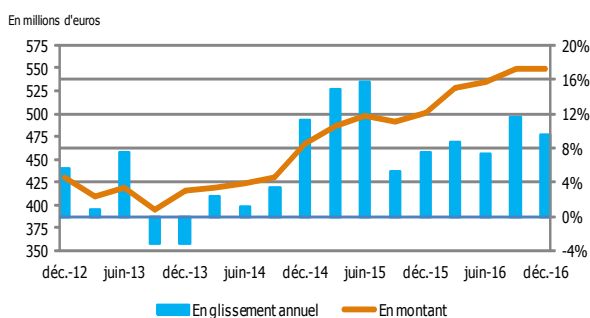
UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI SE MAINTIENT EN 2016

Dans une conjoncture incertaine, marquée par une relative volatilité de l'Indicateur du climat des affaires (ICA), l'activité bancaire continue de progresser en 2016, mais à un rythme moins soutenu. Par ailleurs, quoique structurellement déficitaire sur la place de Mayotte, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'améliore à 87,8 % fin 2016 (+3,6 points sur un an).

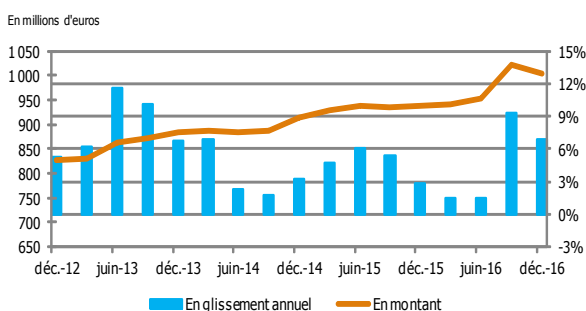
Alors que les crédits d'investissement des entreprises marquent le pas, le dynamisme des crédits accordés aux ménages ainsi que la bonne tenue des crédits immobiliers des entreprises soutiennent **l'encours sain de crédits** alloués à l'économie, qui décélère à +0,7 % sur un an (contre +3,7 % un an auparavant), s'établissant ainsi à 888,5 millions d'euros au 31 décembre 2016.

A contrario, la collecte d'épargne s'accélère en 2016 (+9,6 % contre +7,5 % en 2015), elle se renforce de 48,2 millions d'euros grâce notamment au dynamisme des dépôts à vue (+26,1 %). Dans le même temps, l'encours des placements liquides ou à court terme se contracte de 12,3 % après une hausse de 2,3 % en 2015. L'épargne à long terme continue de progresser mais dans une moindre mesure (+4,7 % contre +9,7 % un an auparavant).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT SOUTENUE PAR LES MÉNAGES

Repli des crédits aux entreprises

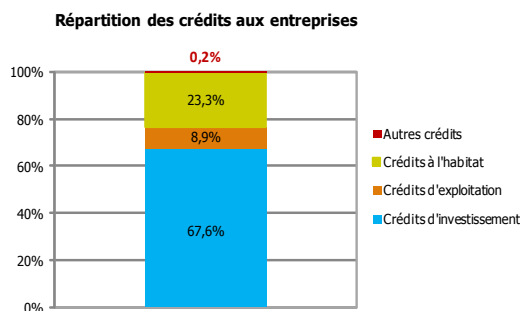
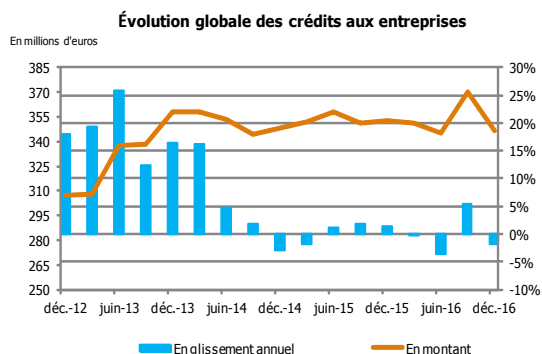
L'encours sain des crédits octroyés aux entreprises recule de 1,7 % en 2016, s'établissant à 346,7 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 352,7 millions d'euros en décembre 2015.

Les **crédits d'investissement** confirment leur mauvaise orientation sur l'année et baissent de 11,9 % (-31,5 millions d'euros). Le dernier trimestre est particulièrement concerné, avec 22,7 millions d'euros de crédits en moins (-8,9 %). Au 31 décembre 2016, ils totalisent 234,2 millions d'euros, soit 67,6 % des crédits accordés aux entreprises.

Après une forte baisse en 2014 (-42,7 %) et 2015 (-24,0 %), les **crédits d'exploitation** repartent à la hausse en 2016 avec une croissance annuelle de 23,6 % principalement concentrée au troisième trimestre (+40,0 %). Ils s'élèvent à 30,7 millions d'euros contre 24,8 millions un an auparavant suite à la bonne orientation des crédits de trésorerie (+25,7 %).

Les **crédits immobiliers consentis aux entreprises** progressent fortement au cours du deuxième semestre 2016 (+25,4 %) et passent de 64,4 à 80,8 millions d'euros à fin décembre, soit une hausse de 25,0 % sur un an.

Enfin, les **autres types de crédits** se renforcent également de 25,8 % mais pour un faible volume d'encours (0,9 million d'euros). Leur évolution est cependant irrégulière avec +64,2 % au premier semestre et -23,4 % au deuxième.

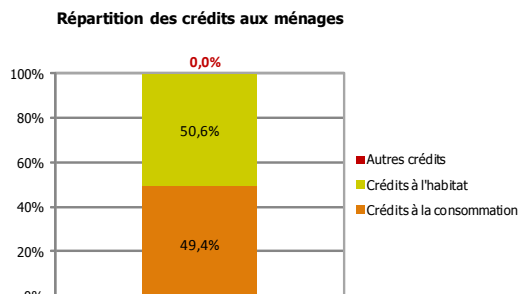
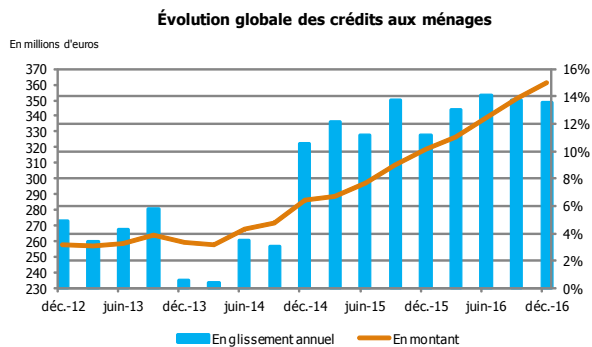


Des crédits aux ménages toujours vigoureux

Constituant un des moteurs de la consommation mahoraise, la croissance des crédits aux ménages s'accélère sur les douze derniers mois (+13,5 % contre +11,2 % en 2015). L'encours sain de crédits accordés aux ménages s'accroît ainsi de 43,1 millions d'euros pour atteindre 361,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Le **crédit à l'habitat** des ménages se renforce de +8,3 % sur un an et s'élève à 182,8 millions d'euros. Sur les cinq dernières années, cet encours est en constante progression même si le rythme de croissance observé en 2016 est inférieur à celui de 2015 (+10,1 %).

Le **crédit à la consommation** des ménages mahorais poursuit sa forte hausse en 2016 et se renforce de 19,3 % contre 12,4 % en 2015. L'encours de crédits atteint 178,5 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit une hausse de 28,9 millions d'euros sur l'année. Cet encours est composé à 96,0 % de crédits de trésorerie dont 4,4 % de comptes débiteurs. Ces derniers progressent par ailleurs de 14,7 % sur la période.



Recul des crédits accordés aux collectivités locales

Sur un an, les **crédits aux collectivités locales** restent relativement stables et s'élèvent à 148,6 millions d'euros (-0,1 %). Cependant, sur les quatre dernières années ces derniers se contractent de 11,3 %. Les crédits d'investissement représentent la quasi-totalité de ces encours (97,5 %).

Repli progressif de la sinistralité

L'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les Établissements de crédit installés localement (ECIL) recule de 3,9 % en 2016 contre -8,0 % en 2015 et s'élève à 38,7 millions d'euros sur un an. En conséquence, le taux de créances douteuses diminue de 0,3 point pour se situer désormais à 5,1 %.

Les provisions reculent fortement sur la période passant de 19,4 à 12,2 millions d'euros (-37,1 %). Le taux de provisionnement des ECIL recule par conséquent de 16,6 points à 31,6 %.

HAUSSE CONTINUE DE LA COLLECTE GLOBALE

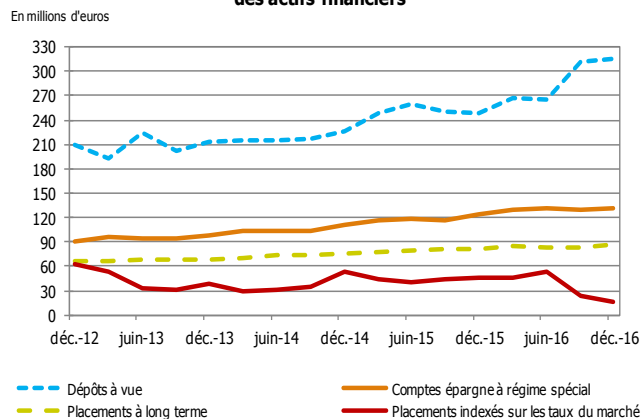
En 2016, les **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** croissent de 2,9 % sur le semestre et de 9,6 % sur un an, confirmant ainsi la tendance observée en 2015. Soutenus par la bonne orientation de la collecte des ménages et des entreprises, ils s'établissent à 549,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Avec 314,6 millions d'euros collectés, les **dépôts à vue** constituent l'élément moteur de cette hausse qui se concentre essentiellement au deuxième semestre de l'année (+18,3 %). Sur un an, ils croissent de 65,2 millions d'euros (+26,1 %) contre 23,9 millions en 2015 (+10,6 %). Les entreprises concentrent trois quarts de cette épargne tandis que les ménages en détiennent près de 20,0 %.

Sur la même période, les **placements liquides ou à court terme** se contractent fortement, passant de 169,9 à 149,0 millions d'euros d'encours, soit une baisse de 12,3 % sur l'année. En effet, après une hausse de 8,8 % au premier semestre, ces derniers diminuent de 19,4 % au deuxième. Cette évolution s'explique par la moindre attractivité des placements indexés sur les taux de marché qui reculent de 63,8 % sur l'année, passant de 46 à 16,6 millions d'euros d'encours (-29,4 millions d'euros).

Enfin, **l'épargne à long terme**, qui comptabilise 86,1 millions d'euros d'encours, maintient sa tendance haussière (+4,7 % après +9,9 % en 2015).

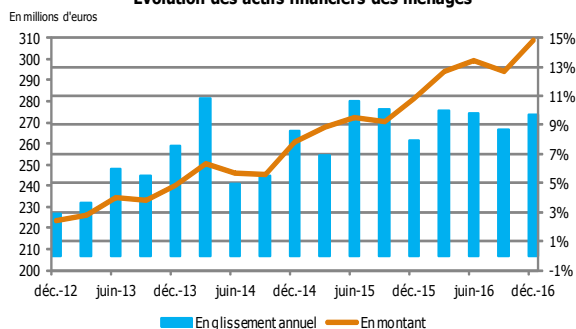
Évolution des principales composantes des actifs financiers



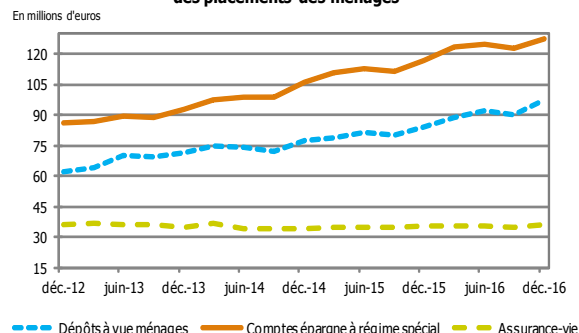
Une épargne des ménages dynamique sur la période

Au 31 décembre 2016, **l'épargne des ménages** se renforce de 27,2 millions d'euros, soit une hausse de 9,7 % sur un an. Les dépôts à vue, qui progressent de 15,5 %, expliquent près de la moitié de cette hausse. Ils s'élèvent à 97,2 millions d'euros à fin décembre. Les placements liquides ou à court terme se renforcent quant à eux de 7,6 % sur l'année pour un total de 132,4 millions d'euros. Les livrets ordinaires et Livrets A représentent respectivement 63,0 % et 26,4 % de ces placements. Les placements indexés sur les taux de marché se contractent sur la période, en particulier les comptes à terme qui reculent de 25,6 %.

Évolution des actifs financiers des ménages



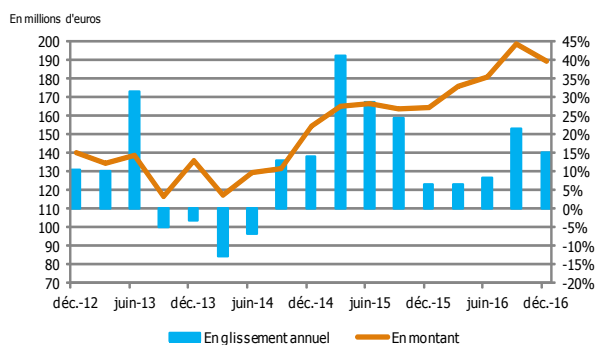
Évolution des principales composantes des placements des ménages



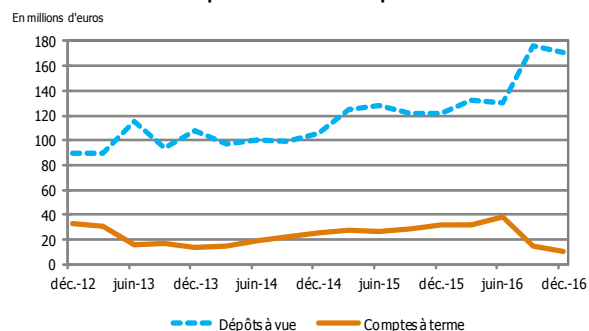
Une croissance non homogène des placements des entreprises

Les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** s'élèvent à 189,2 millions d'euros et enregistrent une hausse de 14,9 % sur l'année contre 6,5 % en 2015. Cette croissance n'est toutefois pas homogène à l'ensemble des actifs. En effet, avec une hausse de 40,8 % (+50,0 millions d'euros), les dépôts à vue constituent le seul actif en hausse pour les entreprises sur la période. Ils s'élèvent à 171 millions d'euros et progressent essentiellement au troisième trimestre de l'année (+35,7 %). Dans le même temps, les **placements liquides ou à court terme** baissent de 68,0 % à 11,3 millions d'euros (contre 35,3 millions un an plus tôt). Cette évolution se justifie par la forte diminution des comptes à terme qui constituent plus de 90,0 % de cette catégorie d'actifs. Enfin, **l'épargne à long terme** des entreprises mahoraises se contracte de 12,8 % sur l'année pour un encours de 6,9 millions d'euros à fin 2016.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Baisse des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** diminuent de 6,5 %, soit 3,6 millions d'euros, et s'établissent à 51,8 millions d'euros à fin 2016. Comme pour les entreprises et les ménages, les **dépôts à vue** sont les actifs les plus dynamiques (+5,9 %) et totalisent 46,4 millions d'euros, soit 90,0 % du total. Les **placements liquides ou à court terme** diminuent de moitié sur la période (-54,2 %) avec un encours de 5,3 millions d'euros.

MÉTHODOLOGIE

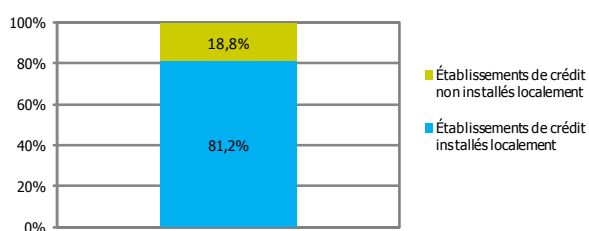
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

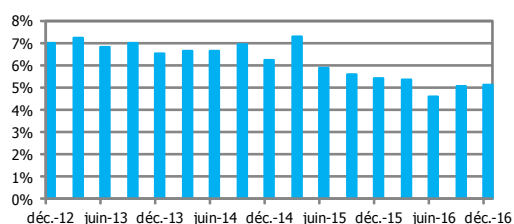
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	34,6	35,6	20,4	24,8	24,2	23,9	33,4	30,7	28,7%	23,6%
<i>Créances commerciales</i>	3,1	2,2	1,5	2,4	2,5	2,1	2,8	2,5	20,7%	5,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	24,7	23,1	14,2	17,3	16,8	15,8	22,2	21,8	37,8%	25,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3,4	3,7	3,8	4,9	4,5	3,2	3,8	4,2	33,0%	-13,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	6,8	10,3	4,6	5,1	4,8	6,0	8,1	6,1	2,2%	20,2%
<i>Affacturation</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3		
Crédits d'investissement	221,2	259,3	271,6	265,7	261,6	255,3	256,9	234,2	-8,3%	-11,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	219,5	258,2	269,4	263,7	259,7	252,9	254,2	231,2	-8,5%	-12,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5,8	6,6	5,6	5,0	5,0	5,1	5,1	5,6	10,1%	13,0%
<i>Crédit-bail</i>	1,7	1,1	2,2	2,0	1,9	2,4	2,7	3,0	21,2%	45,2%
Crédits à l'habitat	50,8	60,8	53,7	61,4	63,8	64,4	78,9	80,8	25,4%	31,7%
Autres crédits	0,9	2,5	2,3	0,8	1,2	1,2	0,5	1,0	-23,4%	25,8%
Encours sain	307,5	358,2	348,0	352,7	350,8	344,8	369,8	346,7	0,5%	-1,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	112,2	116,8	133,1	149,6	155,0	164,5	171,8	178,5	8,5%	19,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	107,0	111,0	126,9	143,0	148,2	157,9	164,9	171,0	8,2%	19,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,4	5,3	6,1	6,6	6,8	6,6	6,9	7,5	14,9%	14,7%
<i>Crédit-bail</i>	0,8	0,4	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits à l'habitat	145,4	142,2	153,3	168,7	171,3	174,7	179,7	182,8	4,7%	8,3%
Autres crédits	0,0	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	-	-
Encours sain	257,6	259,0	286,4	318,5	326,5	339,2	351,5	361,6	6,6%	13,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	8,0	3,7	3,6	3,7	3,8	3,7	3,7	3,8	0,6%	0,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	8,0	3,2	3,6	3,7	3,8	3,7	3,7	3,8	0,6%	0,6%
Crédits d'investissement	163,1	153,8	150,2	144,9	143,2	144,7	143,0	144,8	0,0%	-0,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	163,1	153,8	150,2	144,9	143,2	144,7	143,0	144,8	0,0%	-0,1%
Autres crédits	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours sain	171,8	157,5	153,9	148,7	147,0	148,5	146,7	148,6	0,1%	-0,1%
Autres agents										
Encours sain	42,1	58,8	63,0	62,5	62,2	61,5	36,2	31,7	-48,4%	-49,2%
TOTAL										
Encours sain	779,0	833,5	851,3	882,4	886,5	894,0	904,2	888,5	-0,6%	0,7%
<i>dont ECNIL</i>	181,2	184,1	186,9	177,1	179,4	180,2	171,7	167,1	-7,3%	-5,7%
Créances douteuses brutes	48,5	50,7	61,6	56,4	55,9	57,5	116,2	114,9	99,7%	103,8%
<i>dont ECIL</i>	44,3	45,1	43,8	40,3	39,9	41,8	39,1	38,7	-7,4%	-3,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	30,5	30,8	39,3	35,4	35,2	37,3	96,0	101,2	170,9%	185,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	22,8	21,8	28,7	26,6	26,0	28,0	14,4	15,4	-45,1%	-42,1%
<i>(dt) Ménages</i>	6,8	9,0	10,0	8,8	9,1	9,3	11,2	16,1	73,5%	82,7%
<i>Provisions</i>	18,0	19,8	22,3	21,0	20,7	20,2	20,2	13,7	-32,0%	-34,6%
<i>dont ECIL</i>	15,9	17,7	20,2	19,4	19,2	18,6	18,7	12,2	-34,4%	-37,1%
Encours brut total	827,6	884,1	912,8	938,7	942,4	951,5	1 020,5	1 003,4	5,5%	6,9%
<i>Taux de créances douteuses</i>	5,9%	5,7%	6,7%	6,0%	5,9%	6,0%	11,4%	11,4%	+5,4 pt	+5,4 pt
<i>dont ECIL</i>	6,9%	6,5%	6,2%	5,4%	5,3%	5,5%	5,1%	5,1%	-0,4 pt	-0,3 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	37,1%	39,2%	36,2%	37,2%	37,1%	35,1%	17,4%	11,9%	-23,2 pt	-25,3 pt
<i>dont ECIL</i>	35,8%	39,3%	46,3%	48,2%	48,1%	44,6%	47,7%	31,6%	-13,0 pt	-16,6 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Sociétés non financières	139,9	135,6	154,6	164,6	176,1	180,7	198,7	189,2	4,7%	14,9%
Dépôts à vue	89,4	107,5	105,8	121,4	132,0	129,9	176,3	171,0	31,7%	40,8%
Placements liquides ou à court terme	50,3	28,0	43,0	35,3	36,1	43,8	15,5	11,3	-74,2%	-68,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-	-
Placements indexés sur les taux de marché	50,3	28,0	43,0	35,3	36,1	43,8	15,5	11,2	-74,4%	-68,2%
<i>dont comptes à terme</i>	32,6	13,9	25,3	31,6	32,1	37,8	14,2	10,0	-73,7%	-68,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	5,1	5,1	4,0	3,7	3,9	1,4	1,3	1,3	-7,0%	-65,9%
<i>dont certificats de dépôt</i>	12,6	9,0	11,0	0,0	0,0	4,6	0,0	0,0	-	-
Épargne à long terme	0,2	0,1	5,9	7,9	7,9	7,0	6,9	6,9	-1,6%	-12,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,1	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	-2,9%	-17,7%
Ménages	223,3	240,1	260,6	281,4	294,3	298,9	293,9	308,6	3,2%	9,7%
Dépôts à vue	61,9	71,5	77,5	84,1	88,5	92,1	89,8	97,2	5,6%	15,5%
Placements liquides ou à court terme	96,2	101,3	114,2	123,0	129,3	130,3	127,7	132,4	1,6%	7,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	86,1	93,0	105,9	116,5	123,1	124,9	122,7	127,4	2,0%	9,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	63,3	65,5	72,8	79,5	83,2	83,5	81,5	83,4	-0,1%	4,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	17,6	21,2	25,8	28,8	31,3	32,5	32,3	34,9	7,4%	21,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,3	0,4	0,5	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	5,4%	24,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	20,8%	31,6%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,8	1,3	1,9	2,2	2,3	2,5	2,4	2,4	-0,7%	11,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	4,2	4,6	4,9	5,0	5,2	5,3	5,4	5,5	3,2%	9,6%
Placements indexés sur les taux de marché	10,0	8,2	8,2	6,6	6,2	5,5	5,0	5,0	-8,7%	-24,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	9,4	7,4	6,7	6,1	5,8	5,1	4,6	4,5	-10,6%	-25,6%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,6	0,8	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	15,4%	-4,5%
Épargne à long terme	65,2	67,4	68,9	74,2	76,5	76,5	76,4	79,0	3,2%	6,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	22,1	25,6	29,1	34,0	35,5	36,4	36,8	37,6	3,2%	10,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	-	-
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	55,1%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,3	0,3	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6	4,4%	14,5%
<i>dont obligations</i>	0,7	0,7	4,1	3,3	3,3	3,1	3,1	3,2	4,4%	-1,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	6,3	5,7	1,1	1,0	1,2	0,9	0,9	0,9	-5,4%	-13,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	35,9	34,9	34,1	35,2	35,7	35,3	34,8	36,4	3,2%	3,3%
Autres agents	66,7	40,8	51,2	55,4	58,4	54,8	55,7	51,8	-5,4%	-6,5%
Dépôts à vue	58,4	34,3	42,2	43,8	46,7	44,0	45,3	46,4	5,4%	5,9%
Placements liquides ou à court terme	8,1	6,4	8,9	11,5	11,6	10,6	10,2	5,3	-50,5%	-54,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	5,4	4,9	5,9	7,3	7,0	6,4	6,1	4,8	-24,4%	-34,0%
Placements indexés sur les taux de marché	2,7	1,5	3,0	4,2	4,5	4,2	4,1	0,4	-90,1%	-89,9%
<i>dont comptes à terme</i>	2,7	1,5	3,0	4,1	4,5	4,2	4,1	0,4	-90,1%	-89,9%
Épargne à long terme	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	26,9%	54,2%
Total actifs financiers	430,0	416,6	466,5	501,4	528,8	534,4	548,3	549,6	2,9%	9,6%
Dépôts à vue	209,8	213,4	225,5	249,4	267,2	265,9	311,4	314,6	18,3%	26,1%
Placements liquides ou à court terme	154,5	135,6	166,0	169,9	177,0	184,8	153,4	149,0	-19,4%	-12,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	91,5	97,9	111,8	123,8	130,2	131,3	128,8	132,4	0,8%	6,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	67,8	69,2	77,7	85,6	89,2	88,9	86,6	87,3	-1,9%	1,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	18,4	22,3	26,8	30,1	32,5	33,5	33,3	36,1	7,7%	19,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,3	0,4	0,5	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	5,4%	24,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	20,8%	31,6%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,8	1,3	1,9	2,2	2,3	2,5	2,4	2,4	-0,7%	11,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	4,2	4,6	4,9	5,0	5,2	5,3	5,4	5,5	3,2%	9,6%
Placements indexés sur les taux de marché	63,0	37,7	54,3	46,0	46,8	53,5	24,6	16,6	-68,9%	-63,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	44,7	22,8	35,0	41,8	42,5	47,1	22,9	14,9	-68,4%	-64,3%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont certificats de dépôt</i>	12,6	9,0	11,0	0,0	0,0	4,6	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	5,7	5,9	4,5	4,2	4,3	1,8	1,7	1,7	-1,9%	-59,1%
Épargne à long terme	65,7	67,6	74,9	82,2	84,6	83,7	83,5	86,1	2,9%	4,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	22,3	25,7	29,2	34,1	35,6	36,6	37,0	37,8	3,3%	10,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	-	-
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	55,1%	58,3%
<i>dont actions</i>	0,3	0,3	0,7	0,9	0,7	0,6	0,6	0,8	16,0%	-11,8%
<i>dont obligations</i>	0,7	0,7	5,6	5,3	5,5	5,2	5,3	5,3	1,2%	0,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	6,3	5,8	1,5	1,4	1,7	1,2	1,2	1,2	-4,8%	-14,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	35,9	34,9	37,8	40,4	40,9	39,7	39,1	40,7	2,6%	0,9%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : R. SATGE
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mars 2017